

UNION NATIONALE DES DEMOCRATES FEDERALISTES

«**UNADEF**»



PROJET DE SOCIETE



II. Au plan économique

- 1) De l'Agriculture et de l'Elevage
- 2) De l'industrie – PME – Commerce
- 3) Du Portefeuille de l'Etat
- 4) Des Mines et de l'Energie
- 5) De la Terre
- 6) De la Conservation de la nature
- 7) Des Routes – Développement Rural – Habitat
- 8) Des Finances
- 9) De la Recherche scientifique et de la Technologie

III. Au plan socioculturel

- 1) De la Santé
- 2) De l'Education et de la Formation
- 3) Du Travail
- 4) De la Culture et des Arts
- 5) De l'Environnement et du Tourisme
- 6) De la Jeunesse et des Sports
- 7) De la Famille et de l'Enfant

Appel au peuple congolais

Preamble

- *La chute du régime de Mobutu*
- *L'avènement de l'AFDL*
- *L'assassinat du Président Laurent Désiré Kabila*
- *La succession à celui-ci par le Président Joseph Kabila*
- *Les guerres et rebellions successives et récurrentes*

Autant d'événements qui ont modifié le paysage politique de la République Démocratique du Congo.

Conscients de leur responsabilité politique devant la communauté internationale et la Nation congolaise, les fondateurs de l'Union Nationale des Démocrates Fédéralistes, en sigle « UNADEF », estiment que le présent projet de société répond mieux aux aspirations du peuple congolais.

fghdhd



A. Des principes

I. De la Devise

L'UNADEF a pour devise : LIBERTE – SOLIDARITE – DEVELOPPEMENT.

La liberté est notre choix, la solidarité notre mode de vie et le développement notre objectif.

II. De l'idéologie

L'UNADEF fonde son idéologie sur la confiance en l'Homme, en tant que sujet et moteur de son propre développement et de celui de la communauté dans laquelle il évolue.

A cet effet, l'UNADEF vise la libération de l'Homme de toutes les servitudes et de toutes les aliénations, et lui assure un développement intégral, dépouillé de tout individualisme.

III. De la philosophie

L'UNADEF place l'Homme au centre de son action. Celui-ci est un être sociologiquement solidaire, qui, pour s'épanouir et se développer, doit évoluer dans une communauté juste et respectueuse des valeurs morales, spirituelles et culturelles. Sa philosophie est l'HUMANISME.

IV. De la doctrine

L'UNADEF a pour doctrine le LIBERALISME SOCIAL, qui assure la synthèse entre la réalisation des aspirations individuelles et les exigences du bien-être de la communauté.

B. Des objectifs

I. De l'objectif principal

L'UNADEF vise l'exercice du pouvoir, seule ou en association avec d'autres forces politiques qui adhèrent aux mêmes valeurs et principes ; en vue de contribuer à l'édification d'un Etat de droit.

II. Des autres objectifs

- Restaurer l'autorité de l'Etat, par une séparation effective des trois pouvoirs traditionnels, et le contrôle de ceux-ci par le peuple, au travers de ses élus et représentants ;
- Restaurer les libertés individuelles et collectives, avec la jouissance des droits fondamentaux ;
- Développer le sens de l'Etat et inculquer à chacun la notion de l'intérêt général, ainsi que de ses obligations envers la Nation ;
- Garantir l'égalité de tous devant la loi ;
- Institutionnaliser la pratique des règles de la démocratie...

C. Des options

I. Au plan politique

En faisant confiance en l'Homme, l'UNADEF reconnaît en celui-ci une grande maturité et un sens de responsabilité qui ne peuvent s'exprimer que dans une large liberté de pensée, de parole et d'action.

De ce fait, les lois et autres réglementations publiques ne doivent avoir comme finalité que de faciliter et d'harmoniser l'exercice des libertés individuelles et collectives ; la jouissance des droits et l'observance de devoirs citoyens de chacun.

1. De la forme de l'Etat

Traduite en terme de structure politique, la confiance en l'Homme exige que les communautés d'individus puissent s'autodéterminer et s'autogérer à la base.

Soucieuse de la construction d'une République Démocratique du Congo forte et unie,

L'UNADEF entend instaurer un ETAT FEDERAL, où la tolérance, la solidarité, la liberté et la démocratie seront garanties dans la diversité, tout en veillant à garantir l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

2. Du régime politique

L'UNADEF entend instaurer en RDC un régime semi-présidentiel, avec un Président de la République, Chef de l'Etat, élu au suffrage universel direct ; garant de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale, ayant dans ses prérogatives les questions de souveraineté nationale, telles la défense, la sécurité, la politique internationale, la monnaie.

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, issu de la majorité parlementaire, nommé par le Président de la République, qui conduit la politique du Gouvernement et répond de ses actes devant le Parlement.

Le Parlement bicaméral, dont les députés seront élus au suffrage universel, dans un scrutin proportionnel à listes flexibles, et les sénateurs, élus au second degré devra posséder tous les pouvoirs législatifs traditionnels et nécessaires au contrôle, à l'enquête et à la censure sur les membres du Gouvernement.

3. De l'administration publique

La République Démocratique du Congo doit être un Etat fort, soutenue par une administration efficace.

A ce sujet, l'UNADEF entend :

- Reformier et restructurer l'administration publique, stabiliser la fonction publique, intégrer les dimensions humaines, sociales et techniques dans toutes les initiatives. Rendre plus performante et compétitive la fonction publique ;
- Doter l'administration publique des moyens nécessaires et suffisants pour l'accomplissement de ses missions. Dans cet ordre d'idées, les administrations décentralisées, dotées d'autonomie relative sur des matières définies, seront traitées avec équité et les budgets à leur allouer devront répondre, dans une synergie entre communautés locales et régionales, aux exigences de développement et en faire, en tant qu'institutions, le corps de la démocratie.

Les administrations locales et régionales devront veiller au respect des droits des habitants sans distinction ni discrimination.

4. De l'Armée, de la Police et de la Sécurité

4.1. De l'Armée

La vocation de l'Armée est de protéger la Nation et ses libertés, de défendre la société.

Elle doit respecter les grands idéaux de la nation, l'Etat de droit, le principe de la démocratie.

Dans une démocratie, l'armée ne dirige pas la nation, mais elle la défend et ne la définit pas.

L'UNADEF entend mener à sa fin le processus de la réforme, la restructuration et l'intégration de toute notre armée nationale en vue d'en faire :

- Un corps de métier et une armée des professionnels ;
- Une expertise indispensable au pouvoir d'Etat en situation de guerre ou en temps de paix, pour la protection de l'intégrité de la nation congolaise ;
- Un instrument de renforcement, dans le cadre de la coopération internationale, de sa capacité militaire de gestion de crise.

L'armée doit être apolitique et républicaine.

4.2. De la police

La sécurité intérieure, la protection des personnes et de leurs biens seront assurées par une Police Nationale, formée, équipée, encadrée, motivée et apolitique.

Dans ce domaine précis, l'UNADEF entend mener :

- Une politique cohérente et rationnelle, pour lutter avec plus d'efficacité contre la délinquance juvénile et sénile, l'insécurité dans les centres urbains ;
- Une politique appropriée d'éducation, de la prévention ;
- Une police de proximité ;
- La protection de la jeunesse ;
- La répression du trafic et de la vente des stupéfiants ;
- Un bon aménagement des espaces publics...

Une telle Police Nationale ; bien que placée sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur, mais suffisamment décentralisée

dans sa fonctionnalité pour plus de proximité avec la population bénéficiaire de ses services, devra être dotée des moyens humains, matériels, financiers, techniques, juridiques indispensables à la réalisation de sa mission.

4.3. De la Sécurité

L'UNADEF entend procéder à la restructuration et à la réforme en profondeur de tous nos services de renseignements civils et militaires, avec un accent particulier sur la formation et la professionnalisation.

Ceux-ci doivent être débarrassés de toute pesanteur politique qui rend lourd le fonctionnement et l'efficacité de ces machines indispensables pour une meilleure gestion de la prévention sur le plan militaire, politique, économique et social.

Mettant l'Homme au centre de ses préoccupations, l'UNADEF entend faire de la formation de l'agent des renseignements ; une priorité, afin de rendre ce dernier plus performant et plus professionnel.

5. De la Justice

Tout être humain a droit à une justice équitable et un accès à la justice garantie.

Pour que l'Etat de droit existe réellement, il faut des pouvoirs publics qui protègent les citoyens de manière adéquate et un pouvoir judiciaire indépendant qui rende justice aux citoyens.

L'UNADEF entend mettre en place :

- Une justice humaine, équilibrée, transparente dans ses procédures et accueillante vis-à-vis des justiciables ;
- Une justice proche du justiciable, garante de la confiance de citoyens accompagnant un véritable droit des victimes, avec une indemnisation et réparation justes et rapides ;
- Une justice qui assure une réelle indépendance de la magistrature dans la responsabilité pour une meilleure garantie des droits et libertés individuels et collectifs fondamentaux ;
- Pour la rapprocher des justiciables ;
- Une justice qui prend en compte l'amélioration des conditions de travail et de vie des magistrats et du personnel judiciaire.

6. De la Presse et communication

Le droit à l'information est fondamental.

La presse doit être indépendante et jouir de toutes les prérogatives du 4^e pouvoir et favoriser de grands débats sur les questions liées à la marche du pays.

A cet effet, l'UNADEF entend :

- Procéder à une relecture de la loi sur la Presse spécialement en rapport avec l'éthique et la déontologie en vue de définir les limites de la liberté d'un journalisme responsable... ;
- Mener une politique judiciaire de réforme et de restructuration des entreprises de communication d'Etat telles OCPT, METELSAT, RENATELSAT, ACP en vue de les rendre plus performantes, compétitives et rentables.

7. De la coopération internationale et des relations extérieures

Afin d'adapter notre coopération à la démarche planétaire, **l'UNADEF entend :**

- Repenser la politique de la coopération internationale en fondant celle-ci sur les intérêts réciproques des partenaires, la paix et la coexistence entre les Etats et la solidarité entre les nations, en souscrivant à la charte de l'ONU et à celle de l'Union Africaine ;
- Privilégier une diplomatie utile de participation aux activités des organisations d'intégration régionale, sous-régionale et internationale, par le respect des conventions internationales liant la RDC et une politique d'ouverture au monde sans exclusive.

Cette diplomatie doit permettre de développer les réponses efficaces et humaines aux problèmes transnationaux : environnement et gestion des ressources, migrations et contrôle des frontières, criminalité, infrastructures et moyens de communication...

La RDC doit renforcer sa politique extérieure, maintenir le dialogue essentiel avec les partenaires, contribuer à un monde meilleur et juste où le recours à la force fera place à des coopérations accrues dans la compréhension entre cultures et religions différentes.

Pour agir en faveur du développement, l'UNADEF travaillera pour l'avènement d'une coopération internationale basée sur l'échange des technologies.

8. De la femme

La femme, en tant que membre à part entière de la société, possède des droits et devoirs reconnus à tout Homme, et les obligations civiques et politiques de tout citoyen.

L'UNADEF entend intensifier la politique de la promotion de la femme par :

- L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, le respect et la promotion de ses droits ;
- La lutte pour l'application effective des dispositions légales en faveur de la femme et la vulgarisation des textes relatifs au statut de la femme ;
- La lutte pour l'éradication des dispositions légales et réglementaires discriminatoires ;
- L'intensification des actions en faveur de la scolarisation de la jeune fille ;
- L'organisation des cours d'alphabétisation pour la femme adulte ;
- La facilitation d'accès aux crédits en faveur de la femme entrepreneur ;
- La promotion des activités génératrices des revenus en faveur de la femme, tel l'encadrement des mamans maraîchères ;
- La mise en œuvre des mécanismes pour assurer à la femme sa totale participation à toutes les activités de la vie politique, économique et sociale du pays ;
- L'intensification de la lutte contre toutes les formes de violence faite à la femme dans le milieu professionnel et dans la vie privée ;
- La lutte pour sa représentativité égalitaire dans toutes les institutions locales, régionales et nationales, sur base de ses mérites, ses capacités, ses aptitudes, ses potentialités et ses compétences.

9. Des droits humains

Dès la naissance, tous les Hommes ont des droits inaliénables que tous les gouvernements doivent protéger.

La justice, la tolérance, la dignité et le respect sont des socles qui fondent la liberté, laquelle permet à toute personne humaine de jouir de ces droits fondamentaux, sans discrimination de sexe, de religion, d'ethnie, d'opinion politique, de statut social, de race et d'opinion philosophique...

L'UNADEF entend mettre en place une politique active de promotion des droits humains par :

- La liberté d'opinion ;
- Le droit de participer à la gestion des affaires publiques ;
- La protection contre l'arbitraire, la torture ;
- Le travail, la nourriture, le logement, la vie ;
- La particulière protection des enfants.

Une politique active d'insertion des personnes vivant avec handicap dans la société sera menée par l'humanisation des structures d'accueil et la réduction des difficultés rencontrées par des personnes à mobilité réduite.

Celle-ci devra garantir l'égalité des chances et favoriser la réalisation des qualités propres à chaque individu ou personne membre de la communauté.

Bref, l'UNADEF affirme son adhésion totale à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

II. Au plan économique

La confiance en l'homme fonde l'UNADEF à laisser à l'individu

seul, en collaboration avec d'autres individus ou en association volontaire avec l'Etat.

L'UNADEF base son action sur le LIBERALISME ECONOMIQUE avec possibilité de création d'entreprises privées et mixtes.

L'intervention de l'Etat dans le secteur économique devrait avoir un caractère complémentaire et ne s'effectuer que dans les secteurs importants et stratégiques de la vie nationale ; et là où l'initiative privée est absente ou insuffisante.

La vision libérale de l'économie se fonde sur la stratégie du développement par la base, seul capable de prendre en compte les besoins vitaux des populations et de réaliser une croissance autocentrée.

L'UNADEF entend restaurer par le libéralisme économique :

- La sécurisation des investisseurs nationaux et étrangers, avec un code d'investissement favorable et incitatif ;
- La création des zones franches ;
- L'incitation au rapatriement des capitaux congolais se trouvant dans les banques à l'étranger en vue de créer des emplois et mettre le Congolais au travail ;
- La réhabilitation des industries manufacturières, en vue de réduire le tissu informel échappant au fisc.

1. De l'Agriculture et de l'Elevage

La République Démocratique du Congo est un grand pays agricole, disposant des terres arables à plus de 80 millions Ha et un bon potentiel de fertilité. Ces espaces offrent une irrigabilité évaluée à 4 millions Ha.

La diversité climatique et l'importance du réseau hydrographique sont favorables au développement de l'agriculture. Les étendues d'herbage de la savane constituent un potentiel important de pâturage pour l'élevage.

Cependant, moins de 10 % des terres agricoles sont mises en valeur, alors que la population agricole représente plus de 60 % du total des Congolais ; et la malnutrition et la sous-alimentation rongent la population congolaise.

L'UNADEF entend, pour inciter et encourager le développement agricole :

- Créer et organiser des coopératives agricoles, avec l'encadrement juridique et les encouragements fiscaux du pouvoir public ;
- Améliorer l'accès des producteurs aux marchés et valoriser leur production pour rendre attractif le milieu rural ;
- Soutenir la production nationale par des actions de promotion, la modernisation du matériel, la formation, le renforcement des capacités techniques, la recherche, l'accès aux intrants, la diversification ;
- Encourager la culture des produits d'exportation.

Pour diversifier le produit du paysan et permettre à ce dernier de lutter efficacement contre la pauvreté, **L'UNADEF entend également soutenir** les actions du développement de l'élevage du gros et petit bétail, de la pisciculture, de la pêche, par :

- L'intensification du petit élevage, dans les exploitations familiales en particulier ;
- Le développement de la pisciculture semi-intensive et des formes piscicoles commerciales ;

- La réhabilitation des centres d'alevinage publics et/ou encourager l'émergence d'unités privées ;
- La promotion de la production et la distribution locale d'aliments pour volaille et bétail ;
- L'intensification et la réglementation de la pêche.

Dans le rôle des pouvoirs publics, tant locaux que nationaux, d'organiser les mécanismes assurant le respect des engagements, des uns et des autres, pour donner plus de chance à l'obtention des produits agricoles de qualité, et tenant compte des exigences de la mondialisation, **L'UNADEF entend :**

- Développer un modèle de production agricole qui reflète le souci de la salubrité et du respect des normes internationales en la matière et qui allie les principes d'une agriculture raisonnée, à taille humaine dans le respect d'un développement harmonieux de l'espace rural et de la qualité de l'environnement ;
- Garantir une stabilité aux exploitants agricoles tant sur le plan réglementaire qu'au niveau de la politique des revenus ;
- Etablir un contrat de confiance entre les consommateurs et les agriculteurs, sur tout l'ensemble du secteur agro-alimentaire, basé sur la garantie de la mise sur le marché des denrées de qualité sanitaire irréprochable, c'est-à-dire, assurer le consommateur quant à la qualité des denrées.

L'UNADEF garde toute sa confiance en une agriculture familiale capable d'assurer la sécurité alimentaire tant du point de vue qualitatif que quantitatif, tout en lui offrant des perspectives d'avenir.

2. De l'industrie, des PME et du Commerce

Le libéralisme économique doit aider à l'éclosion et l'émergence des initiatives privées nationales, en priorité, avec comme objectif la création d'emplois pour le progrès social et le bien-être des communautés de base, d'abord. La croissance économique doit améliorer le bien-être pour tous.

2.1. De l'industrie

L'UNADEF entend :

Encourager la création et le développement d'industries, par l'aménagement d'un contexte favorable à l'esprit d'entreprise et à l'accès au capital.

2.2. Des PME

L'UNADEF entend :

- Inciter le secteur non-marchand et l'économie sociale à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre d'un contexte favorable à la performance des acteurs économiques, aller à la rencontre des besoins non satisfaits sans créer une concurrence déloyale ;
- Soutenir avec détermination les petites et moyennes entreprises, les très petites entreprises, les professions libérales, les indépendants, les créateurs d'emplois.

2.3. Du Commerce

La mondialisation de l'économie nécessite des garde-fous

L'UNADEF entend :

- Coupler la liberté du marché ;
- Consolider les systèmes destinés à prévenir les dysfonctionnements et remédier à leurs conséquences avec la redistribution équitable des richesses engendrées et préserver la diversité culturelle.

Les règles mondiales du commerce doivent être mûrement réfléchies, débattues et appliquées avec un maximum de transparence.

Les investisseurs et les épargnants doivent être rassurés par des règles comptables strictes et par le contrôle rigoureux du respect de celles-ci.

Les agents financiers doivent être grandement responsabilisés et leurs missions clairement définies auprès des dirigeants d'entreprises et une plus grande indépendance responsable des auditeurs.

3. Du Portefeuille de l'Etat

La problématique des entreprises du portefeuille de l'Etat se conçoit dans une série de faiblesses liées à leur gestion managériale, à l'informatisation de leur gestion et à la perte de leur identité.

L'UNADEF relève :

a) Sur le plan managérial

- La marginalisation de l'Etat propriétaire par les gestionnaires ;
- La gestion hasardeuse et sans planification des ressources disponibles ;

- L'improvisation ;
- Le laxisme ;
- Les ingérences intempestives de la tutelle technique dans la gestion quotidienne.

b) Sur le plan de la gestion

- L'absence des tableaux de bord et d'objectifs quantifiés, clairs et précis ;
- L'absence de cohésion et de transparence au sein de l'équipe dirigeante et l'informatisation du processus décisionnel.

c) Sur le plan de la perte de leur identité

- L'absence d'analyse du travail ;
- Un faible taux d'occupation du personnel ;
- Des recrutements et des promotions anarchiques.

L'UNADEF entend :

- Etudier et évaluer les situations de celles-ci, cas par cas, sur base des diagnostics opérationnels et fonctionnels en vue de les rendre plus performantes et compétitives sur le marché national et international ;
- Initier un cadre juridique qui déterminera les conditions et critères de nomination des gestionnaires, de promotion interne des agents et cadres, et de fonctionnement.

4. Des Mines et de l'Energie

Le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat congolais.

Le libéralisme économique ne doit en aucun cas signifier une permissivité sauvage et anarchique, ou le bradage de la sou-

Les secteurs vitaux et stratégiques doivent demeurer sous le contrôle de l'Etat.

Pour plus d'efficacité dans la gestion, de performance dans le rendement et de compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux,

L'UNADEF entend :

- Initier, par une loi, une ouverture limitée aux participations et capitaux privés ;
- Repenser et relire le code minier actuellement en vigueur, pour palier à ses insuffisances et le débarrasser de toutes dispositions contraires aux principes de l'inviolabilité de la souveraineté nationale ;
- Revoir et reconsidérer le cadastre minier.

5. De la Terre

La terre congolaise doit être obligatoirement protégée et son bradage combattu. Elle est un attribut de la souveraineté nationale et un héritage inaliénable pour toutes les générations passées et futures.

A cet effet, l'UNADEF entend mettre en place :

Une politique de protection des terres paysannes, gérées par les communautés locales sous la garantie de la loi.

6. De la Conservation de la nature

Les exigences environnementales doivent être intégrées dans les politiques économiques et sociales, parce que la capacité de notre planète à absorber les perturbations et à combler nos prélèvements n'est pas illimitée.

L'UNADEF entend :

- Instaurer un équilibre entre l'évolution économique, la protection de l'environnement et le développement social ;
- Instaurer un dialogue constructif avec la participation et la sensibilisation des citoyens pour une meilleure lutte contre le réchauffement climatique et une gestion optimale de l'eau et autres ressources naturelles ;
- Protéger la biodiversité dans une attitude responsable, préventive et solidaire ;
- Protéger le milieu de vie, améliorer la qualité de vie à partir des communautés de base ;
- Conserver l'environnement par la protection et l'entretien des sites naturels, les espèces rares et celles en voie de disparition ;
- Assurer une meilleure gestion des écosystèmes pour un avenir plus sûr et plus prospère ;
- Faire participer la population locale aux organisations de gestion des sites à protéger, dont une partie de revenu généré devra contribuer au développement du milieu environnant.

7. Des voies de communication, du développement rural et de l'habitat

7.1. Des voies de communication et du développement rural

Les routes et les voies de communication sont essentielles au développement économique et au désenclavement du milieu rural.

L'UNADEF entend :

- Promouvoir une politique de solidarité et de coopération interrégionale qui encourage et facilite le développement humain, démocratique, économique, social, culturel de chaque zone rurale ;
- Désenclaver les zones rurales par la réhabilitation des routes et voies de desserte agricole ;
- Redynamiser les services de cantonnement manuel, avec l'appui des collectivités locales ;
- Mettre en chantier une politique des grands travaux destinés à des liaisons routières et ferroviaires entre les différentes régions de la République ;
- Exploiter au maximum les voies navigables de notre hydrographie.

Dans les centres urbains les routes sont indispensables à la mobilité des citoyens. Il faut des routes sûres et désengorgées.

L'UNADEF entend :

- Mener une action forte en matière de sécurité routière ;
- Mener une campagne de responsabilisation du citoyen dans son comportement quotidien ;
- Etablir un cadastre routier ;
- Améliorer la qualité de transport en commun.

7.2. De l'habitat

Le développement des villes urbaines ne peut se réaliser harmonieusement que s'il se fait en synergie avec celui des zones rurales.

L'UNADEF entend initier une politique :

- D'aménagement du territoire, des espaces et de leurs ressources, et soucieuse d'articuler toutes les revendications ;
- D'aménagement urbain bien structurée permettant à toutes les fonctions du développement de s'y déployer ;
- De logement, centré sur la construction d'un habitat de qualité, convivial et diversifié, permettant de rénover les fils du tissu urbain.

Aussi toutes les initiatives individuelles et collectives, publiques et privées, seront encouragées, en faveur d'un logement social.

8. Des finances

La bonne gouvernance exige, entre autres, la maîtrise des dépenses publiques.

Une réforme en profondeur de la politique financière et de la fiscalité est nécessaire en vue d'une adaptation aux exigences du développement.

La réhabilitation des instruments de contrôle, tels l'Inspection Générale des Finances, la Cour de Compte... et la restructuration du système bancaire avec la mise en place des instruments juridiques nécessaires à la Banque Centrale, en vue d'un encadrement plus efficace de la monnaie nationale.

L'UNADEF entend :

- Etablir un contrat fiscal, basé sur la justice, la confiance et le respect envers les efforts consentis par les citoyens au bénéfice de l'Etat ;

- Initier une réforme fiscale qui favorise l'effort, l'initiative, le travail, les investissements, les secteurs créateurs d'emploi, la recherche et le développement.

L'impôt doit être juste et équitable, il doit permettre à la communauté d'assurer ses missions fonctionnelles et sociales.

L'impôt doit être équilibré, réduire la pression fiscale qui pèse sur les revenus du travail sur les sociétés. L'impôt doit reposer sur un système fiscal transparent, équitable et allégé, basé sur des règles simples et stables, qui respectent les droits des contribuables et être en proportion des revenus de chacun.

L'UNADEF entend :

- Intensifier la lutte contre la fraude fiscale, en tant qu'exigence légale, légitime et civique ;
- Restaurer la sécurité juridique du contribuable, en respectant ses droits, dans ses rapports avec l'administration ;
- Lutter contre la spéculation.

Toute entité ou personne morale ou physique ayant une finalité commerciale doit être soumise à l'impôt, quelle que soit sa nature juridique.

9. De la recherche scientifique et technologique

La recherche d'aujourd'hui doit créer les emplois pour demain.

L'investissement dans la recherche fondamentale et appliquée doit amener à la stabilité et au renouveau économique. Le développement et la maîtrise de la technologie doivent apporter des réponses efficaces aux souffrances, aux famines, aux épidémies.

L'UNADEF entend initier une politique :

- De recherche permettant une compétitivité dans le sens du développement de nos entreprises dans les secteurs de pointe ;
- Capable de mettre la République Démocratique du Congo en position de relever les défis de la société du 21^e siècle et de la connaissance ;
- De promotion de l'excellence aux divers degrés et permettre une redynamisation des universités dans leur fonctionnement par un partenariat plus poussé avec les milieux industriels ;
- D'incitation des entreprises à s'insérer dans les réseaux de recherche au niveau international et à participer substantiellement aux programmes de recherche ;
- De meilleur soutien à la prise de brevet et d'accès plus aisé au capital ;
- Permettant de faire bénéficier aux chercheurs, outre les conditions sociales adéquates, des facilités de mobilité dans la poursuite et la finition de leur travail.

Des synergies nécessaires à des véritables pôles d'excellence pluridisciplinaire de recherche et de développement seront mise en œuvre pour une meilleure gestion de la recherche.

III. Au plan socioculturel

Pour rendre un peuple heureux, il faut apporter des solutions satisfaisantes à ses besoins fondamentaux.

On peut réaliser cet exploit en saisissant l'identité profonde d'un peuple, celle qui le différencie fondamentalement des autres.

L'UNADEF estime qu'il y a un travail urgent à mener sur la sociologie du peuple congolais, en vue de dégager les éléments de son identité véritable, à partir desquels il est possible de promouvoir son génie national et de bâtir un véritable développement.

1. De la santé**L'UNADEF entend mener une politique rationnelle et cohérente de la santé par :**

- La mise en place d'un système de sécurité sociale et d'assurance maladie, qui puisse alléger la charge financière de la population, qui tienne compte de toutes les couches sociales ;
- La promotion de la recherche bio-médicale et pharmaceutique, en y intégrant la médecine traditionnelle ;
- La réhabilitation des infrastructures de santé en équipements et en produits médico-pharmaceutiques ;
- La prévention des épidémies ;
- L'éradication des principales endémies ;
- L'affectation d'un personnel qualifié au sein de toutes les formations médicales ;
- L'amélioration des conditions sociales et de travail du personnel de santé ;
- Le renforcement de la réglementation et du contrôle dans la formation et l'exercice de la profession médicale ;
- La réhabilitation et l'implantation des zones de santé pour rapprocher les prestataires des bénéficiaires des soins de santé.

La société contemporaine est en pleine évolution. Ceci fait apparaître deux éléments qui ont une influence certaine sur le système sanitaire : le vieillissement de la population et une technologie médicale de plus en plus onéreuse.

Face à ce phénomène, l'UNADEF entend mener une politique :

- De développement d'une médecine de grande qualité et des meilleurs soins accessibles à tous ;
- D'une plus grande humanisation des structures des soins ;
- Intensive de prévention et d'éducation à la santé, la multiplication des campagnes d'information pour réduire les assuétudes et les risques de pathologie ;
- De responsabilisation des prestataires de soins et des patients, une clarification des responsabilités des uns et des autres, une pression sur l'usage des médicaments et le contrôle de leur coût.

La politique de la santé doit prendre en compte des considérations d'ordre éthique : la liberté du patient de choisir le prestataire des soins, l'hôpital... ou le service de soin à domicile ; le dialogue essentiel entre le prestataire et le patient pour une bonne information.

2. De l'éducation et de la Formation

Chaque citoyen a droit à une formation de qualité nécessaire pour le développement de ses aptitudes personnelles. L'investissement dans ce droit, par le financement des communautés de base, doit être une priorité.

L'enseignement, l'apprentissage et la recherche sont des sources pour l'avenir et de leur qualité dépend le progrès social et l'émancipation humaine.

L'UNADEF entend :

- Revaloriser socialement le métier d'enseignant en améliorant ses conditions de travail et de vie ;
- Redonner au diplôme sa vraie valeur ;
- Lutter contre l'analphabétisme ;
- Organiser la formation permanente ;
- Réhabiliter les infrastructures existantes aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, améliorer leur capacité d'accueil ;
- Former et recycler le personnel enseignant ;
- Promouvoir une pédagogie de mérite et de l'excellence pour tous, les titres décernés et l'organisation des cursus doivent entériner les standards de qualité ;
- Lutter contre la déperdition scolaire, n'abandonner personne à l'ignorance et à la sous-qualification ;
- Valoriser la formation continue, la réorientation professionnelle ;
- Développer les études techniques et professionnelles par des formations en alternance école-entreprise.

L'école doit être un lieu essentiel de l'éducation à la responsabilité civique.

Le parcours scolaire doit former un citoyen libre et responsable, développer le respect de la société, accroître le sens de l'effort et initier à la vie communautaire.

La décentralisation, l'autonomie, l'égalité de traitement doivent être garanties, l'intégration des réseaux ainsi que leur collaboration seront recommandées.

3. Du travail

La croissance économique doit améliorer le bien-être pour tous. Elle doit être un moyen d'apporter davantage des libertés, de progrès social, de sécurité d'existence, de qualité de vie et favoriser l'épanouissement personnel et collectif.

L'UNADEF entend :

- Briser l'enlèvement dans le chômage par une réponse appropriée à la problématique de la sous-qualification ;
- Porter une attention particulière sur la formation en apportant aux demandeurs d'emplois des contacts répétés avec le marché du travail ;
- Négocier avec les partenaires sociaux la flexibilité du marché du travail et la mobilité des travailleurs ;
- Réduire les inégalités et les injustices des régimes sociaux, en instaurant un système uniforme de sécurité sociale (ex. : pension, allocations familiales, statut du conjoint, soins de santé) ;
- Protéger le marché national de l'emploi ;
- Inventer ce que seront les postes de travail demain, à travers un tissu dense des PME, des professions indépendantes ;
- Renforcer la sécurité juridique des travailleurs par un contrôle réglementaire des conditions de travail.

Un des objectifs principaux de la politique du travail devra demeurer la création des emplois nouveaux et la protection des emplois existants.

En matière de sécurité sociale, l'UNADEF entend, au système passif, fondé sur l'indemnisation, substituer une dynamique de réinsertion sur le marché du travail, ainsi de considérer des

et responsables, et non comme des assistés incapables de s'assumer.

4. De la culture et arts

4.1. De la culture

La politique culturelle est de plus en plus présente dans les enjeux et les débats de société, par des attentes fortes et les exigences nouvelles qui se sont développées à son égard. Nous vivons dans une nouvelle société multiculturelle et mondialisée, grâce aux nouveaux supports de communication et aux phénomènes migratoires des populations.

L'UNADEF entend mener une politique qui :

- Assure la rencontre et la compréhension mutuelle entre des personnes de cultures différentes ;
- Préserve et entretienne des caractéristiques propres à l'âme congolaise, dans sa diversité, et lui permette de se développer et de se générer ;
- Soit une des garanties les plus fortes de démocratie, de solidarité, de compréhension mutuelle et d'épanouissement personnel ;
- Donne des équilibres de vérification et de transparence dans l'affectation des subsides publics, dans la cohérence, la concertation et le regroupement de compétences à caractère culturel ;
- Protège les acquis culturels reçus de nos ancêtres et aïeux.

4.2. Des arts

La puissance créatrice de l'être humain est un point d'ancrage fondamental du libéralisme. C'est la puissance créatrice, la liberté d'invention et d'expression qui donne un sens au libéralisme.

L'UNADEF entend mener une politique qui :

- Fasse rencontrer le créateur artistique et le politique dans un combat contre le prêt à consommer culturel imposé par l'argent facile ;
- Fasse de l'art et de la culture, en plus de leurs qualités intrinsèques, des sources d'activités économiques et d'emplois ;
- Rende digne les conditions de travail des artistes et des opérateurs culturels, signe concret de l'attachement réel de la société à leur égard, avec une égalité de traitement et un accès à des œuvres de qualité dans toutes les disciplines ;
- Donne à l'enseignement artistique une approche appropriée, à la fois pour la formation des futurs professionnels et pour celle des citoyens désireux de recevoir une initiation artistique ;
- Insère les activités artistiques et culturelles dans le programme de l'enseignement primaire et secondaire ;
- Garantisse l'accès au savoir et l'épanouissement culturel pour tous, par des institutions culturelles (ex : bibliothèques, musées, théâtres, maisons de la culture, musique, cinéma...).

Il faut initier et soutenir le redressement des valeurs morales, spirituelles et culturelles. Nos langues et nos cultures, qui constituent nos premiers patrimoines, doivent être un appel à la tolérance, à la liberté, à la création, à l'ouverture au monde et aux autres cultures.

5. De l'environnement et du tourisme

5.1. De l'environnement

Le développement ne peut être conduit en fonction des seuls besoins du présent. La politique de gestion et celle

de préservation de l'environnement est celle basée sur la solidarité entre les générations et au niveau de la planète toute entière. C'est la planète que nous laissons en héritage.

L'UNADEF entend mener une politique qui :

- Préserve la capacité de choix des générations actuelles et futures ;
- Fasse de l'environnement une ressource ;
- Protège la biodiversité ;
- Inscrive l'environnement au cœur des décisions sociales et économiques.

5.2. Du tourisme

La République Démocratique du Congo est également un pays à vocation touristique. Ainsi, l'UNADEF entend mener une politique de promotion du tourisme par :

- La réhabilitation des sites patrimoniaux ;
- L'aménagement des nouveaux espaces touristiques ;
- L'incitation des investissements par l'encouragement des initiatives privées et publiques, individuelles et collectives.

6. De la jeunesse et des sports

6.1. De la jeunesse

La jeunesse, dit-on, c'est l'adulte de demain. Celle-ci est confrontée à un réel problème de société, à travers la délinquance juvénile, les enfants de la rue...

L'UNADEF entend :

- Initier une loi sur la protection de la jeunesse, avec un modèle sanctionnant l'auteur d'infraction et assurant la réparation du dommage causé ;
- Encourager l'encadrement de la jeunesse par les sports et les associations des jeunes ;
- Renforcer le rôle et l'importance de la cellule familiale, afin d'assurer la protection des enfants et non l'abandon de ceux-ci à eux-mêmes, et d'endiguer le phénomène des enfants de la rue.

6.2. Des sports

La pratique régulière des sports est bénéfique pour la santé. Le sport est facteur de prévention, de rééducation physique, d'apprentissage de la maîtrise de soi et du dépassement de soi, du travail en équipe du respect des autres.

L'UNADEF entend :

- Rendre le sport accessible à tous et à tous les stades de la vie ;
- Encourager la pratique du sport à l'école ;
- Initier une meilleure collaboration entre les écoles, les universités, les fédérations, les ligues, les clubs sportifs ;
- Intégrer le sport dans le programme d'étude ;
- Allouer des aides adaptées aux impératifs de chaque sport ;
- Assurer l'accès du plus grand nombre aux infrastructures sportives, pour les loisirs et/ou la compétition ;
- Valoriser le sport pour les personnes handicapées.

Avec tous les acteurs du sport, nous devons rendre à celui-ci sa place et lui permettre de nous aider à faire en sorte que

notre vie soit toujours meilleure, que la pratique du sport soit pour la compétition, la rééducation physique ou le loisir.

7. De la Famille et de l'Enfant

Le modèle familial a beaucoup évolué; mais la famille, quelle que soit sa forme, demeure le lieu essentiel de notre vie.

C'est au sein de la famille que se conjuguent et se concilient en premier lieu les droits et les devoirs respectifs des individus et de la société.

Dans les différents secteurs d'activités, les politiques à mener doivent intégrer comme paramètre et objectif déterminant la famille.

L'UNADEF entend mener une politique qui :

- Intègre la famille et au sein de celle-ci, le bien-être, la santé, l'éducation des enfants, la sécurité, l'enseignement, l'emploi, la culture, le sport ;
- Donne priorité à l'enfant, en mettant en œuvre les mesures spécifiques pour sa protection, au sein de la structure familiale et de la société ;
- Protège la structure familiale de la violence télévisée ;
- Développe un accompagnement approprié pour les familles en difficultés, les enfants en retard scolaire ;
- Prenne des mesures successibles de concilier la vie professionnelle, la vie familiale et la vie sociale ;
- Stabilise la famille en tant qu'unité de base de la société et cellule initiale de la Nation ;
- Lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie.

Appel au Peuple congolais

L'UNADEF constate qu'après trente-deux ans de dictature et de prédation de la Nation et au terme de quatorze ans d'une transition politique qui se recherche toujours, le pays est à reconstruire et la nation à forger.

Ce pays et cette Nation doivent être construits sur des valeurs et principes démocratiques, de dignité de la personne humaine, de liberté, de solidarité et de justice sociale. Ce pays et cette Nation seront construits par des patriotes engagés, cultivant le souci de rationalité, de compétence, d'honnêteté, de respect d'autrui et de tolérance.

L'UNADEF lance ainsi un appel vibrant à tous les compatriotes sans distinction aucune, à adhérer massivement à cette puissante formation qui n'a que la liberté comme choix, la solidarité comme mode de vie et le développement comme objectif à atteindre dans un Etat fédéral et un régime politique parlementaire rationalisé...

N°	NOMS	PROVINCES	SIGNATURES
01	MWANDO NSIMBA Charles	KATANGA	
02	SOKI FUANI EYENGA Florentine	KINSHASA	
03	MULENGA WALELU Jean Boniface	KASAI-OCCIDENTAL	
04	MAVINGA Marie Vital	BAS-CONGO	
05	TSHISOL YAV	KATANGA	
06	BARUANI Gérard	SUD-KIVU	
07	MUTIMA MUHINDO Ignace	NORD-KIVU	
08	MULAYA Octavie	KATANGA	
09	BWANGA Joseph	KASAI-ORIENTAL	
10	KABOY LENGA ENGA	KASAI-OCCIDENTAL	
11	LUBILA François	BAS-CONGO	
12	ISSA SAIDI	MANIEMA	
13	MULONGO NZAZI Alexandre	KATANGA	
14	KINKANI Raphaël	KINSHASA	
15	TSHILEMBA Nadine	KASAI-ORIENTAL	

N°	NOMS	PROVINCES	SIGNATURES
16	UREDY Bin SEFU	PROVINCE ORIENTALE	
18	ASUMANI	MANIEMA	
19	MUNDIWA BOKONGO OSOLO Ursule	BANDUNDU	
20	BOIKA KONGOMO Morny	EQUATEUR	
21	LOMATA François	EQUATEUR	
22	BARUANI MBAYO Adolphe	MANIEMA	
23	KIBWABWA Félix	BAS-CONGO	
24	KABINDA Sebastien	KASAI-ORIENTAL	
25	SOMPILA	BAS-CONGO	